

Crédit aux SNF – France • Juillet 2019

La forte dynamique des crédits à l'équipement se maintient

- Le taux de croissance annuel des crédits à l'investissement aux sociétés non financières se maintient en juillet (+7,5 %, après +7,4 % en juin 2019), toujours portée par la forte dynamique des crédits à l'équipement (+8,6 %, inchangée par rapport à juin) et par celle des crédits immobiliers (+5,8 %, après +5,5 % en juin).
- Le taux de croissance annuel des crédits de trésorerie est en hausse en juillet (+7,1 %, après +6,5 % en juin).
- Au total, le taux de croissance annuel des crédits aux SNF s'établit en juillet 2019 à +7,3 %, après +7,2% en juin.

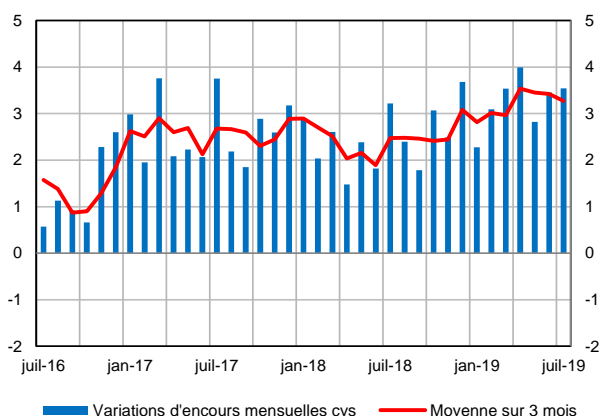
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Juillet-19	Mai-19	Juin-19	Juillet-19
Total	1 061	6,8	7,2	7,3
Investissement	750	7,1	7,4	7,5
Équipement	456	8,2	8,6	8,6
Immobilier	294	5,4	5,5	5,8
Trésorerie	250	6,6	6,5	7,1
Autres	61	4,3	8,6	6,1

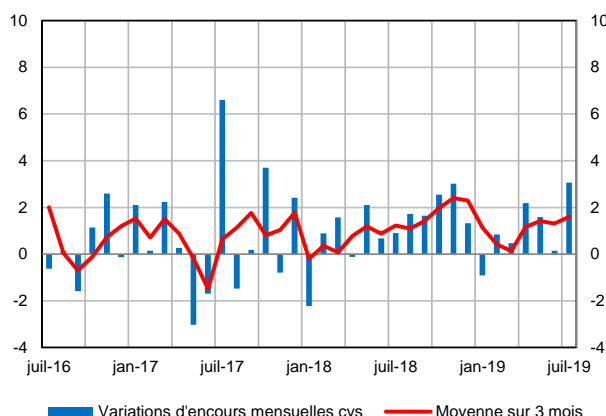
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

